

TIPASA

# Chronique des agressions des domaines maritime et forestier

**Lors d'une conférence de presse animée par la gendarmerie de Tipasa, il a été révélé la gravité des agressions du foncier. La gendarmerie a précisé lors de ce point de presse que «les autorités concernées ainsi que les sec-teurs affectés, reçoivent des comptes-rendus détaillés de chaque infraction et les verbalisations effectuées à l'en-contre des contrevenants», a précisé l'orateur.**

A l'instar de cette situation et lors des visites de membres du gouver-nement au niveau des sites côtiers agressés, il a été constaté que le domaine public maritime subit des agressions répétées au mépris des textes de loi.

Au niveau de la région du Chenoua et d'El Beldj, la désolation règne au vu et au su de tous. Il a été constaté l'érection de plusieurs cha-lets et de villas de grand standing à proximité immédiate du littoral côtier.

Selon les responsables locaux, plusieurs infractions ont été consta-tées et leurs dossiers enrôlés au niveau de la justice ,avec des mises en demeure pour évacuer les indus occupants .

Dans la commune d'El Beldj, la situation est plus préoccupante car l'urbanisme semble être ignoré radi-calement et les lois sur le foncier transgressées.

La zone d'expansion touristique (ZEST) de la corniche du Chenoua d'une superficie de 425 hectares, classée depuis 1988, souffre quant à elle des agressions faites à ses espaces touristiques et balnéaires.

La ZEST de Oued Bellah 1 et 2, d'une superficie de 150 hectares, se trouve dans un état de léthargie intri-gant. En l'absence de prise en char-ge par l'Etat, ce sont des atteintes sauvages au foncier avec des constructions illicites qui fleurissent en toute impunité.

Cela étant, l'aménagement et l'extension de ces Z.E.S.T semblent être compromis par cette agression du foncier maritime.

Quant à la situation des plages d'El Hamidia, et de la plage de Oued Bellah occupant de grandes super-ficies, elles seront prédestinées iné-

luctablement, selon nos sources, à devenir le pôle économique du plus grand port maritime d'Algérie .

Maintenant, les constructions illi-cites investissent et sont érigées sur des espaces forestiers qui jouxtent Chenoua, El Beldj et El Hamdania. Ainsi les belles forêts font place à d'énormes et luxueuses bâtisses, qui trônent sur les contreforts mon-tagneux, en dominant outrancière-ment le rivage côtier. Cependant, plusieurs citoyens se défendent vigoureusement face à ces accusa-tions en déclarant que «nous avons introduit des dossiers de régularisa-tion en vue d'obtenir un certificat de conformité auprès des autorités de la commune».

Nous nous sommes rapprochés des responsables de plusieurs com-munes, à l'instar de ceux de

Cherchell, qui ont été formels : «au plan réglementaire, la Loi 90/29 du 1<sup>er</sup> décembre 1990, proscriit toute construction sur les terres agricoles et le domaine forestier», affirment ces responsables.

Quant aux dossiers introduits en vue de l'obtention du certificat de conformité, des sources proches des communes et des daïras de Tipasa et de Cherchell affirment que «la Loi 08/15 du 20 juillet 2008 est formelle, aucune régularisation, ni conformité ne peuvent être envisa-gées dès lors qu'il y a empiètement sur les domaines maritime, forestier, agricole et archéologique et qu'il y a absence d'actes de propriété des superficies construites».

Rappelons en outre qu'il y a quelques années de cela, il a été procédé à la destruction de plu-sieurs constructions érigées sur la corniche du Chenoua et de l'agglomé-ration d'El Beldj. Les autorités concernées se sont justifiées alors en affirmant que «cette opération s'inscrit dans le cadre de l'applica-tion des dispositions portant interdiction des constructions empiétant le domaine maritime, à l'instar des

opérations lancées lors des années 2008, 2009 et 2010 en vue de mettre un frein à la prolifération anarchique des constructions à proximité du rivage côtier du Chenoua et de Tipasa, qui gangrènent et déforment le tourisme balnéaire de la contrée», ont alors avancé ces responsables.

Ainsi, face au constat de désola-tion qui s'offre aux estivants qui visi-tent les villes côtières de la wilaya de Tipasa qui se targuaient jadis d'être le noyau d'une capitale touris-tique et balnéaire, les associations de la protection de l'environnement, quoiqu'écœurées, semblent inca-pables de freiner les agressions subies par notre littoral côtier en infraction avec les textes qui régis-sent la protection et la valorisation du littoral de la wilaya en dépit de la loi de février 2002.

Monsieur S. A., un membre d'une association locale se désole, affir-mant : «nous assistons impuissants à une destruction en règle de l'envi-ronnement du littoral côtier, à travers les centaines de constructions et occupations anarchiques et illicites du sol qui hérissent notre contrée balnéaire».

Monsieur A. M., un autre élu associatif, plus incisif, estime pour sa part que «La Loi 02/02 du 5 février 2002 portant protection du lit-toral, est transgressée au mépris notamment de son article 37, mal-gré les textes de lois qui disposent et encadrent cette protection et sti-pulant que «sont habilités à procé-der à la recherche et à la constata-tion des infractions du littoral côtier, les officiers et agents de police judi-ciaire et les inspecteurs de l'envi-ronnement».

Notre interlocuteur ajoute plus loin que la Loi prévoit que «le littoral englobe l'ensemble des îles et îlots, le plateau continental ainsi qu'une bande de terre d'une largeur mini-male de 800m, longeant la mer en incluant... les plaines littorales de moins de 3 km de profondeur à partir des plus hautes eaux maritimes», martèle l'interlocuteur qui ajoute que «l'occupation et l'utilisation des sols littoraux doivent préserver les espaces terrestres et marins remar-quables ou nécessaires au maintien des équilibres naturels».

Houari Larbi

## ASSISTANCE MÉDICALE PAR VISIOCONFÉRENCE

# Une première opération réalisée entre le CHU de Tizi-Ouzou et l'hôpital de Tamanrasset

**A la suite de la mission médicale que vient d'effectuer une équipe de spécialistes pluridisciplinaire du CHU de Tizi-Ouzou à l'EPH de Tamanrasset qui sont liés par une conven-tion de partenariat et d'assistance médicale instituée par le ministère de tutelle pour le désenclavement des établis-sements hospitaliers du sud du pays, une séance de médecine à distance (assistance médicale par visioconférence) a été réalisée dans la matinée d'hier, à l'auditorium du CHU Nédir, en présence des journalistes.**

La séance d'hier a permis aux équipes installées de part et d'autre d'accomplir à distance la panoplie

de gestes interventionnels et médi-caux généralement effectués in situ. Cette assistance thérapeutique à

distance a porté sur la discussion du diagnostic et la recommandation de traitement nécessité par le cas de chaque malade. Cette initiative qui rentre dans le pogramme de la formation continue est développée dans le cadre du projet national de télémédecine et e-santé qui a pour but le désenclavement des zones isolées du Sahara.

L'assistance par vidéoconféren-ce est une première pour le CHU de Tizi-Ouzou qui vient de mettre les

compétences et le savoir-faire de ses équipes médicales spécialisées et pluridisciplinaires au service de l'équipe de soignants de l'EHS de Tamanrasset composée par, l'es-sentiel, de jeunes médecins exer-çant dans le cadre du service civil.

L'opération qui a été rendue pos-sible grâce à l'acquisition d'un équi-pement qui a coûté plus de 400 mil-lions de centimes, sera rééditée au profit des hôpitaux de Ouargla et de Ghardaïa.

S. A. M.

## ALGÉRIE TÉLÉCOM EL TARF

# 5 500 nouveaux clients à raccorder avant la fin de l'exercice 2016

**AT vise à atteindre le plafond de 5 500 nouveaux clients pour le téléphone fixe et 10 000 accès ADSL utilisant la technologie MSAN et ce, pour atteindre l'objectif assigné pour l'année 2016.**

En mobilisant ses équipes tech-niques et les micro-entreprises Ansej versées dans les télécommunica-tions, l'entreprise Algérie Telecom lancera, au cours de ce week-end, une vaste opération de raccorde-ments au téléphone et à la connexion ADSL à travers les communes et

autres agglomérations, secondaires accusant un seuil inférieur à 50% de la demande exprimée pour bénéficier de ses prestations, est-il indiqué dans un communiqué émanant de la cellule de communication de ladite entreprise. En effet, les équipes axe-ront leurs actions de raccordements

dans, respectivement, les agglomé-rations populeuses de M'ridima dans la commune d'El Kala, la commune de Bougous, Sidi M'barek dans la commune de Ben M'hidi, la commu-ne de Berrihane, le village de S'baâ, Aïn Allem dans la commune de Dréan et Ben Amar dans la commune d'Echatt.

Le raccordement du client se fera dans les 24 h après le début des tra-vaux, a-t-on fait savoir.

Dans le même sillage, Algérie

Télécom vise à atteindre le plafond de 5 500 nouveaux clients pour le téléphone fixe et 10 000 accès ADSL utilisant la technologie MSAN et ce, pour atteindre l'objectif assigné pour l'année 2016, avant même la fin de l'exercice. Par ailleurs, il est à signa-ler que cette nouvelle dynamique enclenchée, ces jours-ci, est à mettre à l'actif du nouveau directeur, M. Bouskia Messaoud, qui vient de prendre les rênes de la direction.

Daoud Allam

# Mostaganem à l'heure de la fête de l'eau

**La Journée mondiale de l'eau est une journée de sensi-bilisation pour une gestion durable en eau, instituée par l'Organisation des Nations-Unies depuis 1992, elle est célébrée le 22 mars de chaque année.**

Le thème retenu pour l'année en cours «L'eau et l'emploi» s'attache à déterminer le rôle joué par l'eau dans la création et le soutien de l'emploi de qualité.

Cette Journée mondiale est l'oc-casion de sensibiliser les ménages à la préservation de la ressource, à

l'accès à l'eau potable et à l'assai-nissement.

A Mostaganem, l'évènement a été commémoré ce jour à la maison de la culture Ould-Abderrahmane-Kaki, selon un programme concocté par la Direction des ressources en eau de wilaya qui aspire, d'ici la fin

du premier semestre, à alimenter l'ensemble du territoire de la wilaya.

A cette occasion, les autorités locales et le public ont été conviés, à travers une exposition portant sur la thématique de l'eau, à faire décou-vrir aux citoyens l'importance des ressources en eau et la mise en œuvre de la politique de gestion durable.

La DRE s'est distinguée lors de ce rendez- vous à travers une parti-cipation active et enthousiaste

remarquée de ses cadres et des col-laborateurs de l'ADE, ABH, ANRH et ONA qui ont exposé, à travers les divers stands, leurs rôles respectifs dans le domaine de l'eau et des efforts consentis au quotidien pour l'amélioration continue de la qualité de l'eau et de l'assainissement.

Enfin, Algérie Poste a procédé à l'émission d'un timbre-poste d'une valeur faciale de 25 DA consacré à la Journée mondiale de l'eau.

A. B.

## KHEMIS MILIANA

# Arrestation de 2 dealers et saisie de 2,100 kg de kif

Exploitant des informations fai-sant état de trafic de drogue, les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de daïra de Khemis Miliana ont monté 2 opérations ayant abouti à l'arrestation de 2 individus âgés de 40 et 35 ans.

Le premier individu a été inter-pellé au niveau du quartier Oued Rihane à la sortie ouest de la ville de Khemis Miliana. Il avait, selon des sources dignes de foi, dans le véhicule qu'il conduisait un paquet contenant du kif traité d'un poids de 2 kg.

Le second individu, âgé de 35 ans, a été quant à lui interpellé au niveau de la cité Sidi-Maâmar alors qu'il avait lui aussi une quantité de kif d'un poids de 100 g qu'il déte-nait à bord de son véhicule.

Selon d'autres sources, depuis le mois de décembre dernier à ce jour, pas moins de 17 individus ont été arrêtés pour trafic de drogue et commerce de psychotropes.

Karim O.